“La résistance masculine a toujours été très vivre et ne croyez pas qu'elle l'est moins maintenant, en dépit des apparences. Il y a des textes de loi qui contraignent à la parité mais si les hommes s'inclinent, ce n'est pas de gaieté de coeur. L'attitude que le Parti socialiste a eu vis-à-vis de Ségolène Royal nous en donne une image, car elle a été torpillée davantage par ses amis que par ses adversaires" (sourcve:***“les femmes politiques” en France de 1945 à nos jours, de Séverine Liatard)***

**>>** “Nathalie Kosciuko-Morizet part du constat que les femmes sont très présentes dans les mouvements de jeuensse, puis s'effacent au profit des hommes entre 25 et 45 ans parce qu'elles choisissent souvent d'avoir des enfants et qu'il est très difficile pour une femme de concilier vie familiale et vie politique. Or "on met du temps à faire sa place dans le monde politique, en France particulièrement. De ce fait, les femmes auront toujours, globalement, des positions plus accessoires, plus marginales. Il est donc important qu'elles s'investissent jeunes et ne s'arrêtent pas, comme c'est le cas pour les hommes” (Nathalie Kosciuko-Morizet, UMP)

**>>** “Quand une femme parle, elle est toujours davantage regardée, brocardée, épinglée à la moindre défaillance. Les femmes politiques demeurent sous surveillance et doivent encore faire la démonstration qu'elles sont compétentes pour exercer des responsabilités. Leur apparence physique et leurs tenues vestimentaires font également toujours l'objet de multiples commentaires.” (Martine Legrand, PS)

**26/11/2009 20:00**

Les femmes ne sont pas des hommes politiques comme les autres

Alors que de nombreuses élues se mobilisent pour défendre la parité menacée par le changement de mode de scrutin aux élections locales, les conséquences de l’entrée des femmes dans la vie politique sont encore difficiles à évaluer

|  |
| --- |
| Plus concrètes, plus pragmatiques, plus sociales, moins avides de pouvoir : lorsque l’on tente d’évaluer ce que les femmes ont apporté de spécifique à la vie politique depuis qu’elles ont investi massivement ses rangs, le risque est grand de tomber dans les stéréotypes. « C’est un sujet très difficile à aborder, convient la politologue Mariette Sineau. Parce qu’il faut éviter un discours différentialiste qui renvoie systématiquement les femmes à une catégorie figée. » Près de dix ans après le vote de la loi sur la parité en politique, il est encore difficile voire impossible de mesurer exactement en quoi la relative féminisation des assemblées a pesé sur leur mode de fonctionnement comme sur leurs décisions. Le recul est cependant suffisant pour que nos élues tentent d’en dresser elles-mêmes le bilan.Premier constat : les femmes ont désormais trouvé leur place dans la plupart des assemblées et leur légitimité, comme leur compétence, n’est plus remise en cause. « Leur présence s’est banalisée, rapporte Michèle André, vice-présidente socialiste du Sénat. Cela n’étonne plus personne qu’elles président une séance ou une commission. »http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gif **« À la fin des années 1990, on entendait encore des députés crier “à poil !” quand une femme ministre intervenait »**http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gifLe temps où des remarques plus que douteuses fusaient des travées de l’Assemblée nationale, lors du discours de politique général d’Édith Cresson, serait donc définitivement révolu. « À la fin des années 1990, on entendait encore des députés crier “à poil !” quand une femme ministre intervenait », raconte, amusée, Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherches à Sciences-Po (1). « Ce sont des réflexions que l’on n’entendrait plus aujourd’hui, confirme un fonctionnaire du Palais-Bourbon. La misogynie n’a peut-être pas entièrement disparu, mais en tout cas, elle ne s’exprime plus. »Benjamine de l’Assemblée nationale, élue à 29 ans, la députée radicale de gauche Sylvia Pinel a le sentiment qu’elle a eu plus de mal à s’imposer en raison de son jeune âge – les fonctionnaires la prenaient pour une collaboratrice – qu’en tant que femme, même si, raconte-t-elle, « les procès en incompétence existent encore au moment des campagnes électorales ». D’ailleurs, nombre de leurs collègues masculins n’hésitent pas à reconnaître qu’elles ont au contraire apporté un « plus » au travail parlementaire. « Elles sont très sérieuses et sont souvent les premières à arriver en commission », témoigne l’un d’entre eux. « Elles sont des éléments d’équilibre entre l’audace et la raison et elles ont apporté incontestablement une qualité de vie au travail collectif », ajoute le député UMP Guy Geoffroy.La féminisation des assemblées aurait donc moins d’influence sur les sujets traités que sur les comportements. « C’est vrai que les femmes s’interpellent et s’invectivent moins, constate Sylvia Pinel. S’il y avait plus de femmes à l’Assemblée, je suis sûre qu’il y aurait plus de respect et d’écoute dans les débats et que les rapports entre majorité et opposition seraient plus harmonieux.» http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gif**« Les plus grosses délégations sont tenues par des hommes »**http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gifMaire de Montpellier, Hélène Mandroux, seule femme de France avec Martine Aubry à diriger une ville de plus de 200 000 habitants, témoigne que les femmes ont une façon différente d’exercer le pouvoir. « De par ma nature et mon métier (NDLR : médecin), je suis davantage à l’écoute, souligne-t-elle. Avant, le mode de fonctionnement était pyramidal. Moi, je suis dans la concertation et le partage avec les autres élus. »En outre, les femmes sont dans l’ensemble moins « cumulardes » que leurs homologues masculins. « Je n’aime pas céder au comportementalisme, mais je crois que les femmes ont moins d’appétence au pouvoir, ajoute la députée européenne socialiste Pervenche Bérès, qui préside la commission des affaires sociales au Parlement européen. Mais ne soyons pas tout à fait naïfs. Si je suis là où je suis, c’est qu’il y a des jeux de pouvoir que je sais parfaitement mener. Et à un certain niveau de responsabilités, les femmes se comportent exactement comme les hommes. »Semblables mais différentes. C’est ainsi que la plupart des élues se revendiquent, non sans une certaine ambiguïté dans le discours. Elles regrettent, notamment dans les municipalités, d’être encore trop souvent cantonnées à certains domaines. « Les plus grosses délégations sont tenues par des hommes : l’économie, l’assainissement, les transports ou l’aménagement territorial. À quand un homme à la petite enfance ? » s’insurge Catherine Labrousse, vice-présidente (MoDem) de l’agglomération de Montpellier, déléguée au tourisme. Mais elles reconnaissent dans le même temps que leur « vécu » et leur « expérience » les amènent naturellement à traiter des sujets de proximité et de vie quotidienne qui n’intéressent pas les hommes. http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gif **Les femmes ont contribué à faire émerger des sujets jusque-là ignorés**http://www.la-croix.com/img/la-croix/commun/pix_trans.gifC’est d’ailleurs ainsi que les Français les perçoivent. Dans un sondage de mars 2008 réalisé par l’institut CSA pour Le Parisien, 67 % des personnes interrogées les jugent plus sociales, 58 % plus au contact des réalités et 54 % plus à l’écoute des citoyens. « Les femmes ne font pas de la politique autrement, décrypte Janine Mossuz-Lavau. Leur différence n’est pas liée à leur sexe mais à leur genre. Comme dans la société actuelle ce sont encore elles qui prennent en charge la sphère privée, elles sont naturellement plus sensibles à des préoccupations de la vie quotidienne. »« C’est moins les thématiques qui changent – en tant qu’élues nous sommes obligées de nous intéresser à tous les sujets qui concernent les citoyens – que la façon de les traiter », approuve Sylvia Pinel. « C’est vrai qu’elles nous ramènent souvent au pragmatique et au concret », constate un parlementaire. « On n’a pas de temps à perdre, observe Catherine Labrousse, qui à 40 ans doit mener de front sa vie de femme, de mère, d’attachée parlementaire et d’élue. On va plus directement à la solution. Et surtout, on souhaite des résultats. On ne lâche pas tant qu’on n’est pas arrivé au bout de ce que l’on a entrepris. » Pervenche Bérès confirme que lorsqu’elle a eu des négociations difficiles à mener, ses « dream-team » étaient essentiellement féminines.Les femmes ont, par ailleurs, contribué à faire émerger dans le débat public des sujets jusque-là ignorés par les hommes. Les violences faites aux femmes ou la contraception d’urgence n’auraient jamais été prises en compte s’il n’y avait pas eu de femmes pour les porter, assure Danièle Bousquet, vice-présidente socialiste de l’Assemblée nationale. Au Parlement européen, les femmes se sont beaucoup investies dans les sujets de non-discrimination, confie Pervenche Bérès, même si elle-même a présidé longtemps la commission des affaires économiques et monétaires. En charge de la formation au conseil régional du Languedoc-Roussillon, Maryse Arditi (Verts) dit prêter une « oreille attentive » aux formations proposées aux jeunes femmes, qui ne veulent plus forcément être cantonnées à l’esthétique et à la coiffure. « De toute façon, conclut Guy Geoffroy, l’un des rares hommes à siéger à la délégation des droits des femmes de l’Assemblée nationale, on est forcément plus en phase avec la société quand on est représentatif de l’ensemble de ses éléments. »**Céline ROUDEN avec Gwenaëlle MOULINS (à Montpellier)**  |

**Femmes et politique : à quand la parité ?**

**En France, 54 % des électeurs sont des femmes. Mais elles ne représentent pourtant que 5 % des parlementaires. La gent féminine reste sous représentée dans le monde de la politique. Pourquoi ce déséquilibre à l'heure de la parité ?**



Il y a 190 pays membres de l’ONU. A peine une dizaine sont dirigés par des femmes… Et la France n’est malheureusement pas un exemple de parité en politique.

**Les dates clés**

On peut noter plusieurs grandes dates des femmes en politique.

   **Avril 1944 : Droit de vote des femmes**

Les femmes ont obtenu le droit de vote en France le 21 avril 1944, et la première élection avec des électrices a eu lieu l’année suivante. On notera le retard de la France en la matière :  l’Allemagne avait adopté le droit de vote des femmes en 1919 et l’Angleterre en 1928.

   **Mai 1991 : Une femme premier ministre**

[Edith Cresson](http://politique.fluctuat.net/edith-cresson.html) est la première femme premier ministre en France, durant près d’un an, de mai 1991 à avril 1992. Elle a été très critiquée.

** Mai 1995 :  les "Juppettes" au gouvernement**

Alain Juppé, Premier ministre de l’époque, met en place un gouvernement en 1995  avec plus de 30 % de ministres femmes. Mais les "jupettes" comme elles ont été surnommées, seront en majorité remerciées six mois plus tard.

** Juin 2000 : Loi sur la parité**

Cette loi oblige les partis politiques à présenter autant de candidats hommes que femmes lors des élections municipales, (villes de plus de 3500 habitants), régionales, sénatoriales et européennes.

** Mai 2007 : Une femme présidente de la république ?**

Si les sondages, simples photographies de l’opinion à moment précis, ne la donne pas favorite pour l’instant, [Ségolène Royal](http://politique.fluctuat.net/segolene-royal.html) a néanmoins toutes les chances d’être au second tour.

**Petit à petit….**

Aujourd’hui, la parité n’est pas encore de mise dans l’hexagone. La France est même loin derrière des pays comme la suède ou la Finlande.

Néanmoins, la loi de 2000 sur la parité a changé la donne. Grâce à celle-ci, il y a aujourd’hui 47 % de femmes dans les conseils municipaux et régionaux. Mais dès que l’on monte dans les sphères du pouvoir, ce pourcentage descend très vite. D’ailleurs, on se retrouve avec des scores de 10 % environ de femmes aux élections cantonales ou sénatoriales. Et au final elles sont moins de 6 % dans l’ensemble du parlement (Assemblée plus Sénat).

**Une évolution nécessaire**

Il est donc important aujourd’hui que les mentalités évoluent. Mais cela semble encore loin d’être facile. Un rapport de l’observatoire de la parité entre hommes et femmes notait la rareté des femmes dans les partis politiques. Les raisons évoquées sont multiples :

* L’opposition des militants (masculins) de base.;
* la rareté des candidates féminines.;
* le rejet par les femmes des **valeurs**(compétition, violence, langue de bois) du champ d’affrontement politique.;
* et surtout la sclérose des mentalités…

En effet, alors que les Français se déclarent favorables à la parité, dans les faits ils ne semblent pas encore près à voter pour les femmes. Néanmoins, la candidature de Ségolène Royal à la présidentielle pour le parti socialiste pourrait servir à faire évoluer ces mentalités "sclérosées".

le travail : des progrès limités

En ce qui le travail, l'évolution a été beaucoup plus progressive. On a assisté à une accélération de la salarisation des femmes, qui été un phénomène de longue durée, une progression continue, lente mais sûre, depuis le milieu du 19ème siècle alors qu'elle s'infléchissait en Grande-Bretagne.

Avant 1914, le taux d'activité des françaises (43%) était le plus élevé d'Europe. On donne 2 explications à ce phénomène : la faible natalité en France entraînant un manque relatif de main d'oeuvre et la demande de travail tertiaire pour les filles d'une petite bourgeoisie en crise.

Aujourd'hui la France est, après le Danemark, le 2° pays d'Europe en ce qui concerne le taux d'activité des femmes. Les femmes occupent 70% des emplois de ce secteur en France, 74% en Grande-Bretagne.

L'Education a tenue une place très importante dans cette salarisation des femmes. La réforme de Jules Ferry en 1881-1882 avait rendu l'éducation primaire gratuite, laïque et obligatoire pour les deux sexes avec les même programmes. Le premier établissement de filles a ouvert en 1880, mais les programmes étaient différents de ceux des garçons et ne conduisaient pas au baccalauréat. Ce n'est qu'en 1924 que les 2 enseignements ont été unifiés. A partir des années 30, les femmes sont arrivées dans les universités, non sans mal. Elles y forment aujourd'hui, 54% des effectifs.

Mais *cette égalité est trompeuse*, car c'est pour les femmes que le décalage entre le niveau scolaire et celui des emplois est le plus fort.

C'est ce que Cristian Baudelot et Roger Establet appellent la "fausse réussite" des filles dans leur ouvrage "*Allez les filles*". Celles-ci forment 56% des bacheliers. Mais elles sont victimes d'une double ségrégation dans l'emploi.

Tout d'abord, 70% des femmes travaillent dans 30% des métiers en général les moins payés et les moins considérés (ex: 30% sont employés de bureau ). Ainsi les patrons préfèrent embaucher des garçons en raison d'un absentéisme féminin supposé à tord, supérieur à celui des hommes. Et le chômage leur donne le choix. Les femmes intériorisent ainsi ces difficultés et renoncent à s'engager dans des formations scientifiques ou d'ingénieurs.

Ensuite, les femmes ont beaucoup de mal à accéder aux postes à responsabilité ; principalement dans les affaires. Même à l'université, qui leur est plutôt favorable, elles forment le tiers des maîtres de conférence et seulement 13 % des professeurs.

Enfin, le travail à temps partiel se développe beaucoup. Il est difficile de déterminer si c'est une révolution souhaitée par les femmes ou au contraire une forme d'inégalité entre hommes et femmes. En effet le temps partiel est ambigu. Il faut distinguer le temps partiel voulu et subi. Aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, où les femmes ont encore plus de difficultés qu'en France à faire carrière, le temps partiel est essentiellement féminin. Il est souvent subi et s'accompagne d'une déqualification des femmes, incapables d'assurer leur promotion professionnelle. Mais il permet aussi à d'autres de prendre un pied dans le travail tout en élevant leur enfant, c'est en tout cas ce que répondent les femmes interrogées par les sociologues.

Malgré les progrès réels, ce n'est pas gagné : des enquêtes récentes montrent que les inégalités de salaire et d'emploi entre femmes et hommes, après s'être réduites, se creusent à nouveau.

La salarisation des femmes se traduit d'abord pour elles par une surcharge de travail, la fameuse "double journée" avec de retour à la maison les tâches domestiques.

C'est une situation complexe, les enquêtes le montrent : si les nouveaux pères et les nouveaux maris font plus de choses qu'autrefois, ce sont les femmes qui assument toujours l'essentiel. Elles assurent peut être moins pour les tâches ménagères, dont une partie est mécanisée, ou pour les achats, mais en ce qui concerne les enfants elles s'en occupent toujours autant. Ceux-ci, surtout les petits, restent l'affaire des femmes. Avec beaucoup de soucis notamment pour les problèmes scolaires y compris dans les milieux populaires.

des identités de genre

Les résistances à l'émancipation des femmes ne sont pas seulement d'ordre économique ou politique, elles sont aussi des identités de genre, masculine ou féminine, qui se développe dès le plus jeune âge de façon absolument archaïque. Car la socialisation participe à la répartition traditionnelle des rôles hommes-femmes. Les hommes devraient réfléchir à ce qu'est la virilité, comme les femmes l'ont fait pour la féminité. Heureusement cela commence à changer : il existe depuis peu un "réseau européens d'hommes proféministes" qui met en cause les ravages du patriarcat pour les 2 sexes.

La question se pose aujourd'hui de savoir si les femmes doivent revendiquer l'égalité ou une spécificité féminine. Ainsi les féministes sont dans un paradoxe permanent et inévitable. Les femmes veulent leur différence mais refusent d'y être enfermées,, parce que cela aboutit à les dévaloriser. A contrario, une nature féminine semble être crédible, mais il faut se poser la question si la politique serait radicalement changée, si les femmes seraient plus présentes. Il est dit que c'est la pression des femmes qui fait avancer les choses, mais on a le sentiment qu'il n'y a plus de mouvement social des femmes, contrairement aux années 60 ou 70.

Il y a en fait, une quantité d'associations très vivantes ; mais elles sont plus dispersées. Le féminisme est intermittent : il opère par bouffées. Si des événements graves se produisaient, par exemple des attentats contre des centres d'IVG, les femmes se mobiliseraient massivement. Il y a probablement en France "une conscience de genre" latente, mais forte, qui est une garantie démocratique.

[retour](http://webetab.ac-bordeaux.fr/Etablissement/SudMedoc/ses/1998/fminisme.htm#debut)

**les femmes et la politique**

En France, la citoyenneté politique a été concédée bien plus tard que dans la plupart des autres pays d'Europe. Pendant près de 25 ans d'apprentissage de leurs nouveaux droits et jusqu'à la fin des années 60, les femmes sont apparues plus abstentionnistes et plus conservatrices que les hommes. Les années 70, période du "décollage", voient se réduire les différences notées jusque là. **Les années 90 marquent un tournant, et plus en encore, inaugurent l'ère de l'autonomie.**

Si leur comportement électoral a évolué des années 40 aux années 90, c'est parce leur leur situation sociale s'est elle même transformée par une entrée dans le monde du travail et donc un plus grand intérêt pour la société.

Beaucoup de femmes adhèrent à ce qu'on pourrait appeler le "féminisme ordinaire". Elles pensent que les valeurs auxquelles elles croient sont désormais mieux défendues par la gauche que par l'extrême droite, qui veut interdire l'IVG et qui prêne le retour des femmes au foyer en échange d'un salaire maternel.

Le décalage "homme-femme" entre l'économique et le politique condamne notre société ancestrale où la force humaine, musculaire et physique constituait la base première de son évolution. Depuis longtemps déjà, ce moteur laisse place peu à peu à la pensée, à la réflexion humaine, apanage attribué à toute l'espèce humaine quelque que soit son sexe, sa couleur de peau ou tout autre signe distinctif. **Il est donc indispensable que cela change** dans les faits.

La France est en retard par rapport aux pays de l'Union Européenne quant à la représentation des femmes en politique.

Elle est avant dernière juste devant la Grèce au classement européen, avec 10,8% de. femmes au parlement, on voit donc que le monde politique résiste toujours aux femmes.

Toutefois, il y a des signes intéressants qui se profilent : 30% des élus français au parlement sont des femmes, grâce à plusieurs partis qui ont présentés des listes paritaires, contre 20% en 1982. Le pourcentage des femmes élues dans les conseils municipaux progresse, mais lentement. De plus, plusieurs femmes occupent des postes importants au sein du gouvernement. Certes, on a connu l'expérience d'Edith Cresson qui s'est mal terminée ; non pas par la qualité de son travail, mais par son manque de répartie face aux moqueries des hommes politiques.

L'essentiel des obstacles posés sur le chemin qui conduit à l'élection provient des partis politiques eux même, fiefs masculins qui admettent plus facilement les femmes comme militantes que comme responsables à fortiori comme candidates en position éligible. C'est d'abord au sein dess partis qu'il faut améliorer la représentation des femmes. C'est pour cela que les féministes doivent cibler leurs efforts sur l'éducation et la formation des esprits.